

[Saint-Pierre-de-Varengeville](#)[actu.fr](#) du 24 avril 2025

760 mots

Une opération « école morte » près de Rouen, pour dénoncer « l'extrême lenteur de la MDPH »

À [Saint-Pierre-de-Varengeville](#) les parents d'élèves se mobilisent pour faire entendre leurs voix, celles des enfants en situation de handicap et de leurs enseignants en difficulté.

Le 25 avril 2025, l'association des parents d'élèves de [Saint-Pierre-de-Varengeville](#) ([Seine-Maritime](#)) appelle à une journée « école morte » pour dénoncer les dysfonctionnements de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de [Seine-Maritime](#) (MDPH 76). C'est une mobilisation en soutien aux enfants en situation de handicap, à leurs familles, mais aussi à leurs enseignants, aujourd'hui "épuiés".

Une scolarité freinée par des délais inacceptables

En [Seine-Maritime](#), 26 000 dossiers sont en attente à la MDPH, faisant du département l'une des plus en retard de France, juste devant [Mayotte](#). Derrière ces chiffres, ce sont des enfants sans accompagnement adapté, des enseignants seuls face à des situations complexes et des familles face à un parcours du combattant. C'est ce que dénonce l'association des parents d'élève de [Saint-Pierre-de-Varengeville](#).

La constitution d'un dossier MDPH est déjà un processus fastidieux. « La MDPH demande toutes les pièces justificatives, tous les comptes rendus médicaux... C'est une opération de plusieurs mois. Et ensuite, l'attente commence », alerte la FCPE locale. Depuis un bug informatique, la situation s'est encore dégradée. Parents, enseignants et personnels municipaux vivent cette attente comme un abandon.

Pauline a fait une demande auprès de la MDPH, il y a près d'un an, en mai 2024, pour que son fils de 9 ans, en CE2 à [Saint-Pierre-de-Varengeville](#), avec des troubles d'apprentissage, puisse bénéficier d'une tablette avec des logiciels adaptés : « Aujourd'hui, presque un an plus tard, le dossier n'est même pas ouvert. J'ai dû acheter la tablette et les logiciels moi-même, un peu moins de 500 euros pour la tablette et 30 par an pour les logiciels. Mais je paye aussi un ergothérapeute 200 euros par mois pour apprendre à mon fils à utiliser ces applications. On n'a aucun remboursement, aucun soutien. »

Elle dénonce aussi la complexité des démarches. « On nous demande tout un tas de tests qui n'ont ni queue ni tête et qui ne sont pas tous remboursés, comme un test de QI. Ils font tout pour retarder les dossiers », ajoute la mère de famille.

Un manque de personnel

L'association signale aussi la précarité des accompagnants, souvent sans formation, sans statut stable. « Ils ne sont pas fonctionnaires, au SMIC, déplacés d'un établissement à un autre... Mais ils ne travaillent pas mal, au contraire, ils donnent tout », tient-elle à préciser.

Du côté des enseignants aussi, la situation est tendue à l'école. « Faute de remplaçants, lorsqu'un professeur est en arrêt, les classes montent à 38 élèves. Il est même arrivé que des agents de cantine s'occupent des enfants en l'absence de maîtresse », s'indigne l'association. Pour elle, « il faut agir » : « Alors que l'inclusivité est érigée en totem dans les écoles aujourd'hui, on n'a pas de moyens pour y parvenir. »

Les maîtresses sont à bout et les laisser dans cette souffrance, c'est de la non-assistance à personne en danger. Là, on tire la sonnette d'alarme pour ces enseignants, les enfants de l'école et pour les 26 000 autres.

Association des parents d'élèves de Saint-Pierre-de-Varengville -

Et pour les élèves ? « Ce n'est pas normal qu'à cet âge-là les enfants ne veulent plus aller à l'école, c'est qu'il y a un problème », s'inquiète un autre parent d'élève. Pour lui, « la ministre [Élisabeth Borne] dit que les élèves doivent penser à leur métier futur dès la maternelle, mais si déjà on leur donnait la possibilité d'apprendre à apprendre, puisque là c'est ce qu'ils font, dans un environnement sain et en s'amusant, ça serait bien ».

Opération « école morte »

Le 25 avril, les parents, rejoints par les élus municipaux, la FCPE 76 et des députés se réuniront donc dès 7h30 devant l'école maternelle Jacques Prévert pour faire entendre leurs voix. « On n'interdit pas aux enfants d'aller à l'école, mais on les invite à ne pas y aller », explique l'association des parents d'élèves.

Ils ont trois grandes revendications :

Une accélération du traitement des dossiers MDPH ; Des moyens humains et financiers à la hauteur des besoins pour accompagner nos enseignants et agents municipaux ; Une réelle prise en compte des droits des enfants en situation de handicap, et les moyens

qui vont avec.

[Délai colossal et crise de nerf: la maison du handicap de la Seine-Maritime est la pire de France](#)

L'association ne souhaRouenas s'acharner sur la MDPH: « On sait que tout ne dépend pas d'elle. L'État, le Département, les rectorats ont tous une part dans ce désordre ». Mais pour elle, « il faut agir maintenant ».

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok